



## Lettre ouverte à Monsieur le Directeur Interrégional de Marseille

### Plus de limites...

Le gouvernement Barnier, mis en place depuis le 05 septembre 2024, est en ordre de marche. Pas une minute à perdre pour affaiblir le service public, à coups de coupes franches dans le budget, déjà subies en 2024, et que dire de 2025 !

**Notre Ministère n'a pas été épargné, il faudra encore se serrer la ceinture jusqu'à étranglement en 2025.**

**Pourtant, dans le même temps, des annonces attendent dans les tuyaux, prêtes à être annoncées en ce mois de décembre, et qui ne démontrent pas un souci de rigueur budgétaire tel qu'annoncé aux agents.**

Prenons par exemple la DAP, où jusqu'à présent la prise en charge des personnes condamnées pour terrorisme en lien avec une doctrine islamiste, les fameux TIS, des personnes radicalisées et/ou violentes étaient orientées vers les CPIP référents radicalisation, vers les éducateurs spécialisés MLRV et vers les psychologues MLRV. Parfois l'association PAIRS est sollicitée soit par les magistrats, soit par le SPIP pour venir en appui de certaines situations délicates, PAIRS étant un dispositif national décliné au plan régional par le groupe SOS Solidarité, groupe tentaculaire dans le domaine social dont les dirigeants sont très proches du pouvoir en place, les liens du dirigeant du Groupe SOS avec le parti présidentiel étant de notoriété publique.

**La DAP s'apprête à mettre en place rapidement une doctrine nationale de prise en charge des personnes radicalisées en milieu ouvert curieusement mitonnée « aux petits oignons » pour cette structure.**

Notre direction a quand même pris soin de s'abriter derrière une « réflexion des terrains » en mettant en place un groupe de travail de conseillers et directeurs pénitentiaires d'insertion et de probation pour plancher sur le sujet.

Mais les agents qui y ont participé auront bien du mal à reconnaître leur production !

**Le groupe SOS s'y voit octroyer la 1<sup>ère</sup> place dès 2025 dans le suivi des personnes TIS ou suivis au titre de la radicalisation aux dépens des professionnels de la MILRV reconnus par tous, éducateurs et psychologues, formés et compétents pour ce type de prise en charge.**

Alors que les médias, Médiapart et BFM TV enquêtant sur l'antenne lyonnaise de PAIRS, nous informaient que ces structures étaient des plus défailtantes dans le suivi de ces personnes, sans personnel sérieux et compétent. Elles étaient par contre lancées dans une quête de rentabilité extrême, au point de parler d'escroquerie pour survivre en profitant d'une tarification à l'acte. Les voilà revenues sur le devant de la scène, notre administration orchestrant désormais leur survie !

Ce modèle associatif, en perte de vitesse aux quatre coins du pays et souvent critiqué par les professionnels de l'AP, a besoin de vitamines seringuées par l'Etat pour continuer à survivre. Alors même que des travaux avaient été initiés avec les collègues du terrain, le bilan n'est pas celui que va nous exposer notre hiérarchie, en panne d'honnêteté.

Les liens avec le pouvoir écrasent donc toute velléité de contestation dans une filière hiérarchique devenue subitement mutique face aux dysfonctionnements signalés par la base.

**Il est quand même temps d'exiger et de tirer le vrai bilan de ces accompagnements pour prendre les décisions qui s'imposent.**

Mais là, c'est encore une fois une décision unilatérale, actée au sommet de l'administration pénitentiaire au point que même les DPIIP en charge de la radicalisation dans les directions interrégionales ferment les yeux sur le travail entamé avec les professionnels du terrain, pourtant en lien direct tout au long de l'année avec le groupe PAIRS.

**Se pose la question essentielle du devenir de cette même direction en charge de la radicalisation qui scie la branche sur laquelle elle est confortablement assise.**

**Selon ce qui se dessine, tout est dicté et déjà dans les tuyaux pour reléguer les professionnels de l'AP en charge de la radicalisation à jouer un rôle de soutien, non plus aux CPIP, mais aux intervenants de PAIRS, les cantonnant à un rôle de simples figurants !**

**Comment peut-on à ce point agir à l'encontre de l'intérêt tout à la fois de ses propres agents et du public pris en charge en privilégiant une structure associative dysfonctionnant et aux coûts exorbitants ?**

Car en effet, le coût d'intervention de PAIRS est un secret de Polichinelle : quels citoyens savent que les logements loués pour les personnes suivies le sont au tarif fort chez Air Bnb ? Quel est le coût d'une intervention au nord du Vaucluse pour laquelle le déplacement sera défrayé au kilomètre et multipliée par le nombre d'intervenants ? Quel est l'intérêt d'organiser les rencontres dans des lieux tiers comme les cafés pour des personnes et comment prétendre y préserver la confidentialité ?

**Qui contrôle la réalité des actions facturées par PAIRS ?**

**Et après ça, comment allez-vous faire entendre la pénurie de moyens dans nos services ?**

**En tant que professionnels, nous ne pouvons qu'être interpellés et choqués par les choix de leur administration mais nous le sommes aussi en tant que citoyens !**

**L'objectif de cette lettre est de dénoncer le système abusif de notre administration qui cherche à tout prix à sauver une structure qui n'a pas rendu ce que l'on attendait d'elle, ni répondu aux exigences demandées.**

**Notre but est de conserver un dispositif de qualité avec les binômes de soutien qui ont démontré toutes leurs compétences, et qui sont devenus des acteurs majeurs pour ce type de violences.**

**Oser porter nos revendications est un acte politique en faveur d'une société humaine plus juste et pour préserver un service public attaqué de toutes parts par des marchands de rêve qui nous coûtent très cher !**

**Nous interpellons donc notre direction interrégionale pour un positionnement clair sur ce sujet et une audience immédiate.**

Nous nous réservons le droit de diffuser cette lettre à la presse.